

Délibération n° 2017-04-06/09

Objet : Attribution de la participation au COS 34 – Exercice 2017

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leindeckers B. Deltour - G. Della Ragione - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy- C. Germain excusée pouvoir à C. Prost - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Par délibération n° 2013-12-16/17 en date du 16 décembre 2013, le Conseil municipal a décidé d'adhérer au Comité d'œuvres Sociales de l'Hérault (COS 34).

La cotisation annuelle s'établit pour l'année, sur la base d'un taux de 1 % de la masse des rémunérations figurant aux articles relatifs à la rémunération des agents, du Compte Administratif du dernier exercice (N-1).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ inscrire au budget primitif de la Commune la cotisation annuelle prévisionnelle au COS34 d'un montant total de 68 300,00 € ;
- ✦ dire que cette somme sera prélevée à l'article 6474 sur le budget primitif 2017 de la Commune dont les crédits sont suffisants.
- ✦ dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

